



Indian and Northern
Affairs Canada

Affaires indiennes
et du Nord Canada

Government
Publications

CAI
IA
- 2002
I51

3 1761 11557927 8



Canada



Que fait la Direction des affaires intergouvernementales et des relations avec les Inuits?

- Elle contribue à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN).
- Elle encourage la réalisation, partout au Nunavut, de projets conçus pour favoriser un développement économique durable.
- Elle travaille avec des partenaires, au Nunavut, à la mise en œuvre de programmes qui appuient de nouveaux projets inuits et qui permettent aux Inuits d'acquérir de l'expérience dans la prise de décisions et d'accroître leur potentiel.

La Direction est composée de trois unités :

- Développement économique,
- Affaires intergouvernementales,
- Formation et perfectionnement des Inuits.

Les unités travaillent ensemble, et avec des partenaires du ministère, pour aider ce dernier à s'acquitter de son mandat et à mettre en application son économie de mission : Travailloons ensemble à bâtir un pays plus propice à l'épanouissement des Premières nations, des Inuits et des peuples du Nord. ▶

Développement économique



L'un des rôles de la Direction des affaires intergouvernementales et des relations avec les Inuits est de soutenir le développement économique au Nunavut. Le travail concerté est la clé du développement économique et d'une meilleure qualité de vie dans les collectivités inuites. En établissant des partenariats avec le gouvernement du Nunavut (GN) et la Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI), l'Unité de développement économique contribue au développement économique durable au Nunavut. Le rôle de l'Unité est :

- de contribuer au développement de collectivités solides en favorisant la formation et le perfectionnement professionnel et en aidant les jeunes à trouver un emploi;
- de travailler avec des partenaires de la collectivité afin d'établir une base économique solide;
- de soutenir le secteur des ressources naturelles, les économies traditionnelles et la récolte des aliments que l'on trouve dans la nature;
- de financer les investissements et de permettre l'accès aux terres, aux ressources et à l'économie;
- de permettre aux personnes de participer aux forums qui traitent du développement économique.

TRAVAILLONS ENSEMBLE POUR SOUTENIR LES PROGRAMMES, L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DES INUITS.

Pour ce faire, le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, par l'intermédiaire des organisations régionales inuites, accorde un financement aux cinq programmes de développement économique suivants :



Programme de développement de grands projets d'entreprise

Fournit le financement nécessaire à l'obtention de prêts bancaires pour la mise sur pied ou l'agrandissement de grandes entreprises.

Fonds de création de partenariats régionaux

Permettre aux Inuits de participer à de grands projets d'exploitation dans la région et accroître les retombées économiques de tels projets.

Fonds pour la création de possibilités économiques et Initiative pour l'acquisition des ressources

Fournit aux entreprises inuites les fonds dont elles ont besoin pour attirer des coentrepreneurs ou pour obtenir un prêt bancaire afin de mettre sur pied une entreprise. En fournit également de l'argent aux collectivités pour qu'elles puissent profiter des occasions d'affaires dans le secteur des ressources naturelles et des projets connexes. Le Fonds pour l'acquisition des ressources aide les collectivités à obtenir les permis et licences d'exploitation des ressources.

Programme de partenariats pour l'exploitation des ressources

Permettre aux organisations inuites de profiter des retombées économiques de grands projets d'exploitation des ressources naturelles dans la région.

Programme de négociations de l'accès aux ressources

Permettre aux entreprises et aux collectivités inuites de négocier des ententes visant la création de grandes entreprises et d'emplois dans le domaine des ressources naturelles, d'avoir accès aux ressources naturelles et d'en assurer la gestion.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces programmes, veuillez communiquer avec l'organisme de développement économique communautaire de votre région ou le Bureau régional du MAINC au Nunavut.

Affaires intergouvernementales

L'Unité des affaires intergouvernementales, de pair avec le GN et la NTI, contribue à la mise en œuvre de l'ARTN. Le MAINC et ses partenaires travaillent ensemble, surtout dans le cadre du Comité de mise en œuvre du Nunavut, pour s'assurer qu'on respecte les dispositions de l'ARTN.

Vue d'ensemble de la Direction et ses partenaires



Le plan d'embauchage des Inuits permet de respecter les dispositions de l'ARTN. Son objectif est d'accroître l'embauche d'Inuits et de maintenir un nombre d'emplois représentatif de la population inuite. Le plan d'embauchage des Inuits appuie les projets de formation des Inuits visant à leur fournir les aptitudes requises pour des emplois dans la fonction publique.

Formation et perfectionnement des Inuits

Le MAINC reconnaît que les jeunes sont les chefs de file de l'avenir. En travaillant avec les organismes de développement économique communautaires, il contribue à la recherche de solutions pour les difficultés des jeunes Inuits et soutient leurs objectifs de carrière. On a créé des programmes dans le cadre de la Stratégie d'emploi pour les jeunes des Premières nations et les jeunes Inuits. La stratégie permet aux jeunes Inuits de travailler l'été ou de participer à des camps de sciences et de technologie et d'acquérir ainsi de l'expérience. Elle permet également aux jeunes qui ne vont plus à l'école de trouver un emploi et d'acquérir de l'expérience.

Pour obtenir plus de renseignements sur la Stratégie, veuillez communiquer avec le bureau de votre hameau ou avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut.

Renseignements :

Directeur, Affaires intergouvernementales et relations avec les Inuits
Téléphone : (867) 975-4536 Télécopieur : (867) 975-4560

Gestionnaire, Développement économique
Téléphone : (867) 975-4544 Télécopieur : (867) 975-4560

Gestionnaire, Affaires intergouvernementales
Téléphone : (867) 975-4538 Télécopieur : (867) 975-4560

Gestionnaire, Formation et perfectionnement des Inuits
Téléphone : (867) 975-1542 Télécopieur : (867) 975-4560

On communiquera avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560
Courriel : nuninfo@INAC.gc.ca

OA1
IA
- 202
151

thern
Affaires indiennes
et du Nord Canada



Canada

What the Intergovernmental Affairs and Inuit Relations Directorate does

- ▶ helps implement the Nunavut Land Claims Agreement (NLCA)
- ▶ encourages projects all over Nunavut that are designed to provide lasting economic development
- ▶ works with our partners in Nunavut on programs that support new Inuit projects and help Inuit to gain experience in making decisions and expanding their potential

The directorate has three units:

- ▶ Economic Development
- ▶ Intergovernmental Affairs
- ▶ Inuit Training and Development

Together and with our partners, the units help the department carry out its mandate and put our mission statement into practice: "working together to make Canada a better place for First Nations, Inuit and Northern peoples."

Economic Development

 One of the roles of the Intergovernmental Affairs and Inuit Relations directorate is to help support the economic development of Nunavut.

Working together is the key to economic development and improving the quality of life in Inuit communities. Through partnerships with the Government of Nunavut (GN) and Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI), the Economic Development unit helps provide opportunities for lasting economic development in Nunavut. The unit's role is to:

- ▶ help make communities stronger, by making training courses available, helping people develop their skills and finding jobs for young people
- ▶ work with partners in the community to help build a strong economic base
- ▶ support the natural resource sector, traditional economies and wild food harvesting

- ▶ provide investment funding and access to lands, resources and economic capacity
- ▶ make it possible for people to participate in forums that deal with economic development



To do all this, the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC) Nunavut Regional Office, through the Regional Inuit Organizations, gives funding to support these five economic development programs:

Major Business Projects Program

Provides funding needed in order to help get regular loans from banks to start large businesses or for large expansions of businesses that exist already.

Regional Partnerships Fund

Helps make it possible for Inuit to be part of large development projects in the region and increase the economic benefits that come from these projects.

Opportunity Fund and Resource Acquisition Initiative

Supplies money to Inuit businesses if they do not have enough to attract joint venture partners or get a regular bank loan to start a new business. The Resource Acquisition Fund helps communities get resource permits and licences by providing money for business opportunities in the resource sector and related projects.

Resource Partnerships Program

Helps Inuit organizations obtain economic benefits from large projects in the region to develop natural resources.

Resource Access Negotiations

Helps Inuit businesses and communities negotiate, manage and get access to new large business and employment projects that involve natural resources.

For more information on these programs, get in touch with the Community Economic Development Organization in your region or the INAC Nunavut Regional Office.

Intergovernmental Affairs

Working together with the GN and NTI, the Intergovernmental Affairs unit helps implement the NLCA. Mostly through the Nunavut Implementation Panel, INAC



and its partners work together to make sure that the obligations in the NLCA are met.

One of the ways in which we help meet these obligations is through the Inuit Employment Plan. The purpose of this plan is to increase Inuit employment and keep it at a level that is representative of the Inuit population. The Inuit Employment Plan supports Inuit training projects to help provide the skills needed to get government jobs.

Inuit Training and Development

INAC recognizes that young people are our leaders of tomorrow. Working with Community Economic Development Organizations, we help deal with the challenges faced by Inuit young people, and we help support their career goals. Programs are available under the First Nations and Inuit Youth Employment Strategy (YES). YES helps Inuit young people get experience by working at summer jobs, in science and technology camps and by finding work for those who have left school.

If you want more information about YES, you can contact your hamlet office. If you would like information on the strategy, contact the INAC Nunavut Regional Office.

Affairs intergouvernementales et relations avec les Inuits au Nunavut



PHOTO: OJALA, SAGIVSKY AND CAFERMAN/INDUSTRIES CANADIENNES INCORPORÉES

Q1-1198-000-00-A1
Catalogue No.
R2-227/2002.1
ISBN 0-662-66819-7



Canada

Intergovernmental Affairs

Intergovernmental Affairs

Intergovernmental Affairs works with other governments and agencies on a wide variety of projects relating to the Nunavut Land Claims Agreement (NLCA). The main role of the unit is to build relationships and partnerships. Working with our partners in Nunavut, we find solutions to problems related to the NLCA which involve different jurisdictions.

Every day, we deal with a wide variety of issues. First and most important, the unit makes sure that INAC lives up to its obligations under the NLCA. For example, the unit deals with NLCA obligations such as Article 23 (Inuit Employment within Government) and Article 24 (Government Contracts).

Second, we are committed to building and improving partnerships with the Government of Nunavut (GN) and Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI). We play an active role on the Article 23



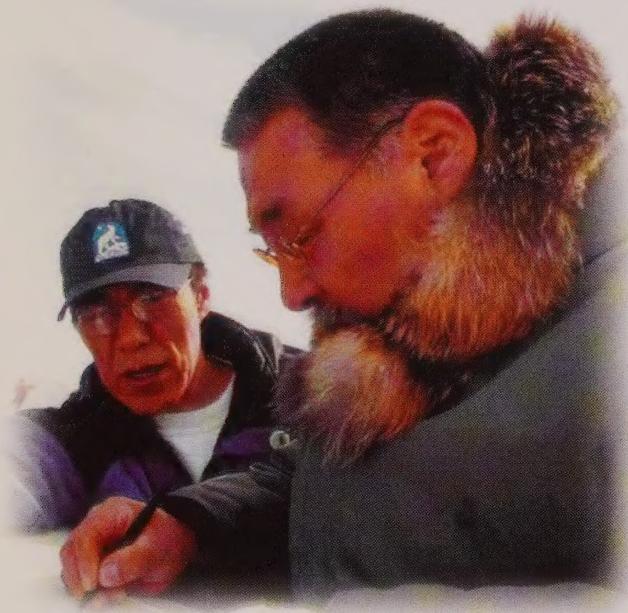
Working Group, a group that is dedicated to reaching full, representative Inuit employment in the government. Also, the Intergovernmental Affairs unit takes part in efforts to renew the NLCA Implementation Contract. This is a partnership between the federal and territorial governments and NTI to redesign a 10-year contract for implementing the Agreement.

Third, the unit identifies and co-ordinates partnerships and relations involving the federal government and the territorial government. Examples of these include the Nunavut Senior Officials Working Group (a group of senior officials from INAC's Nunavut Regional Office, the GN and NTI who develop joint understandings on common issues in Nunavut) and the Community Wellness Committee (a government group involving the federal and territorial governments which identifies possible partnerships for community wellness funding in Nunavut).

Finally, we provide input into the development of national policies. We do this in a number of ways:

- ▶ we advise the Nunavut Implementation Panel about problems relating to the implementation of regional claims;
- ▶ we take part in land exchange negotiations (ex. Wager Bay Land Exchange);
- ▶ we work closely with INAC Headquarters on the Nunavut Regional Office's role in developing policies and direction.

Through these activities, we help make sure that opportunities for partnerships and problems concerning the NLCA are identified, so that all parties can help to implement the NLCA in an effective and timely manner.



For more information, contact:

Intergovernmental Affairs Manager: (867) 975-4538



Affaires intergouvernementales

Affaires intergouvernementales

L'Unité des affaires intergouvernementales travaille avec d'autres gouvernements et organismes sur une multitude de projets concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN). L'Unité a pour objectif principal d'établir des liens et de créer des partenariats. En travaillant avec ses partenaires au Nunavut, elle trouve des solutions aux problèmes concernant l'ARTN et touchant diverses juridictions.

Chaque jour, l'Unité traite de diverses questions. D'abord et avant tout, elle s'assure que le MAINC s'acquitte de ses obligations en vertu de l'ARTN. Par exemple, l'Unité traite des obligations en vertu de l'ARTN, comme le chapitre 23 (Embauche des Inuits au sein du gouvernement) et le chapitre 24 (Marchés de l'État).

Deuxièmement, l'Unité veut solidifier les partenariats avec le gouvernement du Nunavut (GN) et la Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI), et en établir de nouveaux. Elle joue un rôle actif au sein du groupe de travail sur le chapitre 23, groupe voué au plein emploi des Inuits et à la représentativité des Inuits dans



la fonction publique. De plus, l'Unité des affaires intergouvernementales participe aux efforts de renouvellement du marché de mise en œuvre de l'ARTN. Il s'agit d'un partenariat entre les gouvernements fédéral et territorial et la NTI visant à redéfinir un marché de dix ans pour la mise en œuvre de l'entente.

Troisièmement, l'Unité recense et coordonne les partenariats et les liens entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du territoire. Parmi les exemples de collaboration, on compte le groupe de travail des cadres du Nunavut (un groupe de cadres du Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au Nunavut, du GN et de la NTI qui trouvent des terrains d'entente sur des questions communes au Nunavut) et le comité de bien-être de la collectivité (un groupe de représentants des gouvernements fédéral et territorial qui détermine les partenariats possibles pour le financement en matière de bien-être au Nunavut).

Finalement, l'Unité présente le point de vue des régions dans l'élaboration de politiques nationales, et ce, de diverses manières ;

- ▶ en conseillant le Comité de mise en œuvre du Nunavut au sujet des problèmes concernant l'application de revendications régionales;
 - ▶ en participant aux négociations d'échange de terre (p. ex., échange de terre de la baie Wager);
 - ▶ en travaillant de pair avec l'administration centrale du MAINC sur le rôle du Bureau régional au Nunavut pour élaborer des politiques et décider de l'orientation à prendre.

Dans le cadre de ces activités, l'Unité contribue à l'inventaire des occasions de partenariat et des problèmes concernant l'ARTN. Toutes les parties peuvent ainsi aider à la mise en œuvre efficace et rapide de l'ARTN.

Renseignements :

Gestionnaires, Affaires intergouvernementales : (867) 975-4538





Inuit Training and Development

CAI
IA
- 2002
151



First Nations and Inuit Science and Technology Camp Program

The Science and Technology Camp Program provides funds to First Nations and Inuit communities to develop and run science camps and activities or to sponsor young people who wish to attend camps outside their communities. The camps can be in a school or on the land, depending on the subject matter. Many communities have used the camp program to introduce young people to traditional First Nations and Inuit science, such as hunting and herbal medicine.



Inuit Training and Development

Working with Community Economic Development Organizations, the Inuit Training and Development unit helps coordinate the delivery of programs to support Inuit training and development projects in Nunavut. Programs are available under the First Nations and Inuit Youth Employment Strategy (YES).

Youth Employment Strategy (YES) First Nations and Inuit Summer Student Career Placement Program

This program helps pay the wages of Inuit students living in recognized communities and First Nations students living on-reserve for summer jobs and training. The aim is to help young people prepare for future entry into the labour market by giving them work experience related to their field of study.

First Nations and Inuit Youth Work Experience Program

The Youth Work Experience Program provides funding to First Nations and Inuit communities and organizations so that they can take advantage of supervised work experience in the community. Through meaningful work, young people will learn valuable skills which will help make it easier for them to get jobs.

For more information, contact:

Your hamlet office or the INAC Nunavut Regional Office:

Manager, Inuit Training and Development: (867) 975-4542

Inuit Training and Development Advisor: (867) 975-4541



Formation et perfectionnement des Inuits



Formation et perfectionnement des Inuits

L'Unité de formation et de perfectionnement des Inuits, de pair avec les organismes de développement économique communautaire, aide à coordonner les programmes de soutien aux projets de formation et de perfectionnement des Inuits au Nunavut. Les programmes sont offerts dans le cadre de la Stratégie d'emploi pour les jeunes des Premières nations.

Stratégie d'emploi pour les jeunes

Programme carrière-été pour les étudiants inuits et des Premières nations

Ce programme subventionne le paiement du salaire des étudiants inuits vivant dans des collectivités désignées et des étudiants des Premières nations vivant sur des réserves qui travaillent ou reçoivent de la formation. Le programme a pour objectif d'aider les jeunes personnes à se préparer pour leur entrée sur le marché du travail en leur permettant d'acquérir de l'expérience dans leur domaine d'étude.

Programme de camps en sciences et en technologie pour les Premières nations et les Inuits

Le Programme de camps en sciences et en technologie pour les Premières nations et les Inuits offre des fonds aux collectivités des Premières nations et aux collectivités inuites pour créer et tenir des camps de sciences et des activités scientifiques, ou pour parer à des jeunes qui désirent participer à des camps à l'extérieur de leur collectivité. Les camps peuvent se tenir à l'école ou dans la nature, selon les sujets étudiés. Bon nombre de collectivités ont utilisé des camps pour faire connaître aux jeunes les sciences traditionnelles chez les Inuits et les Premières nations, notamment la chasse et les herbes médicinales.



Programme d'expérience de travail pour les jeunes Inuits et les jeunes des Premières nations

Le Programme d'expérience de travail pour les jeunes Inuits et les jeunes des Premières nations offre aux collectivités et organisations inuites, et à celles des Premières nations, du financement afin de leur permettre de tirer profit d'une expérience de travail supervisé dans la collectivité. Grâce à des emplois valorisants, les jeunes acquerront des aptitudes précieuses et pourront ainsi se trouver un emploi plus facilement.

Renseignements :

Pour obtenir plus de renseignements sur la Stratégie, veuillez communiquer avec le bureau de votre hameau ou avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

Gestionnaire, Formation et perfectionnement des Inuits : (867) 975-4542

Conseiller, Formation et perfectionnement des Inuits : (867) 975-4541



Resource Partnerships Program

Economic Development

The Nunavut Regional Office of the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC), in cooperation with the Regional Inuit Organizations, is pleased to provide the following program. You can receive funding by presenting a proposal to your local Community Economic Development Organization (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission or Kakivak Association).

Resource Partnerships Program

What is it?

The Resource Partnerships Program (RPP) helps fund activities leading to the creation of a joint working agreement and implementing it as soon as possible. The goal is to obtain economic benefits for Inuit communities from large projects to develop natural resources.

Who may apply?

Inuit governments, organizations and enterprises that are owned and controlled by people in the community can apply.

What activities qualify?

- ▶ strategic planning (for example, identifying opportunities to create partnerships, building a consensus and setting priorities);
- ▶ taking part in activities, along with representatives from government and from industry, to plan the project and put it into effect;
- ▶ negotiating with the private sector and the province or territory to get a joint working agreement that could lead to greater participation in a large project to develop natural resources;
- ▶ administration related to putting a joint working agreement into effect;
- ▶ feasibility studies for a project;
- ▶ technical studies;
- ▶ an analysis of the need for economic infrastructure;
- ▶ analyzing the need for human resources and for job training, as well as planning for these;
- ▶ an environmental impact assessment, if required, to obtain a licence or permit; and
- ▶ business plans and market analyses.

Projects must be related to large projects to develop natural resources in the areas of mining, energy, and tourism based on resources, fisheries or agriculture.

Priority will be given to projects that have an impact on the region and provide a wide range of benefits for several Inuit communities.

The RPP will not provide funds to train people to enter the work-force, for building infrastructure or for the capital costs related to a project.

What is a Joint Working Agreement?

A joint working agreement can be an agreement between Inuit governments and developers, and federal and territorial governments. In making the agreement, the various parties

commit themselves to a project that will improve participation by Inuit in a project to develop natural resources.

How much funding will be available?

- ▶ the total of all funding from the federal government cannot be more than 50 per cent of the total cost of eligible activities, but this does not include the cost of early strategic planning;
- ▶ proposals must show that partners are willing to participate, and show how much funding or support they expect to have or already have;
- ▶ before a joint working agreement has been negotiated, the RPP will give funding for up to 90 per cent of the cost of strategic planning. At this point, the sharing of costs between the developers and the province or territory is not mandatory. The party that receives the funding must pay at least 10 per cent of the costs; and
- ▶ after one phase of the project has been completed satisfactorily, the Inuit group involved in the project can apply for funding for other eligible activities.

What information is required?

The applicant must submit a work plan to the INAC regional office that gives the following details:

- ▶ a description of the proposed project to develop natural resources, including the total of all costs, and the dates that each part is to be completed;
- ▶ proof that the partners in the project support the involvement of Inuit in this large project to develop natural resources;
- ▶ financial support from the partners that is either certain or is expected;
- ▶ the budget for the project, including all sources from which funding will be received; and
- ▶ the results and benefits that are expected from the project.

For more information, contact:

Baffin

Kakivak Association
P.O. Box 1419
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 979-0911
Facsimile: (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
P.O. Box 709
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Telephone: (867) 645-2123 Facsimile: (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
P.O. Box 18
Cambridge Bay, Nunavut X0E 0C0
Telephone: (867) 983-2095 Facsimile: (867) 983-2075

Or contact the INAC Nunavut Regional Office at:

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 2200
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 975-4500 Facsimile: (867) 975-4560

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET RELATIONS AVEC LES INUITS AU NUNAVUT

Programme de partenariats pour l'exploitation des ressources

Développement économique

Le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, en coopération avec les organisations régionales inuites, est heureux d'offrir le programme suivant. Vous pouvez demander du financement en présentant une proposition à votre organisme de développement économique communautaire (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission ou Kakivak Association).

Programme de partenariats pour l'exploitation des ressources. De quoi s'agit-il?

Le Programme de partenariats pour l'exploitation des ressources contribue au financement d'activités menant à l'élaboration d'ententes de travail partagé et favorise la mise en œuvre rapide de ces ententes. Il a pour objectif de faire profiter les collectivités inuites des retombées économiques de grands projets d'exploitation des ressources naturelles.

Qui peut présenter une demande?

Les autorités, les organisations ainsi que les entreprises inuites appartenant à des personnes habitant la collectivité et contrôlées par celles-ci peuvent présenter une demande.

Quelles sont les activités admissibles?

Sont admissibles :

- ▶ la planification stratégique (relever, par exemple, les occasions de partenariats, arriver à un consensus et établir des priorités);
- ▶ la participation, avec des représentants des gouvernements et du secteur privé, à la planification et à la mise en œuvre du projet;
- ▶ les négociations avec le secteur privé et la province ou le territoire pour en arriver à une entente de travail partagé qui entraînerait une plus grande participation à de grands projets d'exploitation des ressources naturelles;
- ▶ les activités de gestion visant la mise en œuvre de l'entente de travail partagé;
- ▶ des études de faisabilité du projet;
- ▶ des études techniques;
- ▶ une analyse du besoin d'infrastructure économique;
- ▶ une analyse du besoin de ressources humaines et de formation professionnelle, ainsi que la planification s'y rattachant;
- ▶ une évaluation des impacts environnementaux, s'il y a lieu, pour l'obtention de permis ou licences;
- ▶ l'élaboration de plans d'entreprise et des analyses de marché.

Les projets doivent être liés à de grands projets d'exploitation des ressources naturelles dans les secteurs des mines, de l'énergie, du tourisme axé sur les ressources naturelles, de la pêche ou de l'agriculture.

On accordera la priorité aux projets qui ont des répercussions sur la région et qui offrent, à plusieurs collectivités inuites, diverses retombées.

Le programme n'accordera pas de financement pour la formation de personnes afin de les intégrer au marché du travail, pour la création d'une infrastructure ou pour les dépenses en immobilisations d'un projet.

Qu'est-ce qu'une entente de travail partagé?

Une entente de travail partagé peut être une entente entre les autorités

inuites et des exploitants et les gouvernements fédéral et territorial. Dans les ententes, les différentes parties s'engagent à augmenter la participation des Inuits à la mise en œuvre d'un projet d'exploitation des ressources naturelles.

Quel est le financement offert?

- ▶ Le financement total accordé par le gouvernement fédéral ne peut excéder cinquante pour cent du coût total des activités admissibles, excluant les coûts liés à la planification stratégique préalable.
- ▶ Les demandeurs doivent démontrer, dans leurs propositions, que les partenaires désirent participer et ils doivent indiquer le financement ou le soutien qu'ils prévoient recevoir ou qu'ils ont déjà.
- ▶ Avant d'entreprendre la négociation d'une entente de travail partagé, jusqu'à quatre-vingt-dix pour cent du coût de planification stratégique seront payés dans le cadre du programme. À cette étape, le partage des coûts avec la province ou le territoire n'est pas obligatoire. La partie qui reçoit l'argent doit payer au moins dix pour cent des coûts.
- ▶ Après qu'une étape du projet est terminée de manière satisfaisante, le groupe inuit participant au projet peut présenter une demande de financement pour d'autres activités admissibles.

Quelle information est nécessaire?

Les demandeurs doivent présenter un plan de travail au bureau régional du MAINC. Le plan doit comprendre les éléments suivants :

- ▶ la description du projet d'exploitation des ressources naturelles, notamment le total des coûts et les dates d'achèvement de chaque étape;
- ▶ la preuve que les partenaires du grand projet d'exploitation des ressources naturelles appuient la participation des Inuits à ce projet;
- ▶ le soutien financier, reçu ou prévu, des partenaires;
- ▶ les prévisions budgétaires liées au projet, notamment les sources de financement;
- ▶ les résultats envisagés et les retombées prévues du projet.

Renseignements :

Baffin

Kakivak Association
C.P. 1419
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 979-0911
Télécopieur : (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
C.P. 709
Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0
Téléphone : (867) 645-2123 Télécopieur : (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
C.P. 18, Cambridge Bay (Nunavut) X0E 0C0
Téléphone : (867) 983-2095 Télécopieur : (867) 983-2075

Ou communiquez avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560

 Canada

- 2002
T51

MINISTERIAL AFFAIRS AND INUIT RELATIONS IN NUNAVUT

*Resource Access Negotiations Program***Economic Development**

The Nunavut Regional Office of the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC), in cooperation with the Regional Inuit Organizations, is pleased to provide the following program. You can receive funding by presenting a proposal to your local Community Economic Development Organization (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission or Kakivak Association).

- ▶ negotiations which are not being done for the first time; for example, negotiations to renew or to renegotiate a lease that has expired or is about to expire soon;
- ▶ activities having to do with federal jurisdiction over lands – these are normally handled by INAC;
- ▶ activities to obtain the approval of the community and costs to keep development agreements in force;
- ▶ market research, preparing business plans and obtaining money for projects that result from agreements to develop natural resources; and
- ▶ developing proposals for joint ventures with the private sector to develop natural resources.

Resource Access Negotiations Program**What is it?**

The Resource Access Negotiations Program (RAN) is a program that helps Inuit communities with negotiations to:

- ▶ take advantage of business and job opportunities from large projects;
- ▶ attract investment to help develop natural resources;
- ▶ get access to natural resources; and
- ▶ manage natural resources.

**Projects helped by RAN must:**

- ▶ support the needs of the community;
- ▶ respect the principles of sustainable development; and
- ▶ be carried out in an environmentally sound manner.

What project activities are acceptable?

- ▶ negotiating with developers of resource projects near communities, and with related parties to get economic benefits from these projects;
- ▶ negotiating investments for the sale, lease or development of natural resources that are controlled by the community and which have not been developed in the past;
- ▶ negotiating with provinces, territories and other owners or users, to gain access to resources and to be able to take part in the management of natural resources; and
- ▶ studies that are done before negotiations take place to define the area that is to be jointly managed, to review existing information and lists of natural resources and to develop preliminary plans for the area; these are activities that qualify with regard to negotiations for the joint management of resources.

What activities are not eligible?

- ▶ activities that take place before the negotiations start; these include planning and consultations with the community to identify problems related to gaining access to natural resources and to determine whether to start negotiations; this does not include negotiations to take part in managing natural resources;

What standards are used to assess a proposal?

- ▶ there must be a good chance that the project will go ahead and that the negotiations could lead to a sound business based in the community and the possibility that jobs will be created as a result of the negotiations;
- ▶ there must be a possibility that the negotiations will succeed; for example, one or more parties must be willing to negotiate with the applicant;
- ▶ it must be possible for the work plan to be carried out for amount of money proposed, and by the proposed deadline;
- ▶ how much money and people the applicant has promised for the project, and how much he needs the money he has asked for, taking into account the amount of money the applicant already has, and how much money is available from other sources; and
- ▶ how much money could be available to carry out the agreement and provide the business and job opportunities that will result from the project.

For more information, contact:**Baffin**

Kakivak Association
P.O. Box 1419
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 979-0911
Facsimile: (867) 979-3707

**Kivalliq**

Kivalliq Partners in Development
P.O. Box 709
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Telephone: (867) 645-2123 Facsimile: (867) 645-2170

**Kitikmeot**

Kitikmeot Economic Development Commission
P.O. Box 18
Cambridge Bay, Nunavut X0E 0C0
Telephone: (867) 983-2095 Facsimile: (867) 983-2075



Or contact the INAC Nunavut Regional Office at:

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 2200
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 975-4500 Facsimile: (867) 975-4560

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET RELATIONS AVEC LES INUITS AU NUNAVUT

Programme de négociations de l'accès aux ressources

Développement économique

Le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, en coopération avec les organisations régionales inuites, est heureux d'offrir le programme suivant. Vous pouvez demander du financement en présentant une proposition à votre organisme de développement économique communautaire (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission ou Kakivak Association)

Programme de négociations de l'accès aux ressources

De quoi s'agit-il?

Le Programme de négociations de l'accès aux ressources (PNAR) aide les collectivités inuites dans leurs négociations en vue :

- ▶ de tirer profit des occasions d'affaires et d'emplois dans le cadre de grands projets;
- ▶ d'attirer des investisseurs pour permettre l'exploitation des ressources naturelles;
- ▶ d'avoir accès aux ressources naturelles;
- ▶ de gérer les ressources naturelles.



Les projets doivent :

- ▶ aider la collectivité à répondre à ses besoins;
- ▶ respecter les principes de développement durable;
- ▶ être menés de manière écologique.

Quels projets sont admissibles?

Sont admissibles :

- ▶ les négociations menées avec les exploitants de ressources naturelles près des collectivités et les parties concernées afin de profiter des retombées économiques des projets;
- ▶ les négociations visant la vente, la location ou l'exploitation de ressources naturelles contrôlées par la collectivité et n'ayant pas encore été exploitées;
- ▶ les négociations avec les provinces et territoires, et autres propriétaires ou utilisateurs, afin d'avoir accès aux ressources naturelles et de pouvoir participer à leur gestion;
- ▶ des études portant sur les zones de cogestion menées avant la tenue de négociations; ces études visent à vérifier l'information existante, à dresser la liste des ressources naturelles et à élaborer des plans préliminaires pour cette zone. Seules ces activités sont admissibles en ce qui concerne les négociations de cogestion des ressources.

Quelles activités ne sont pas admissibles?

Ne sont pas admissibles :

- ▶ les activités qui ont lieu avant le début des négociations, notamment la planification et les consultations avec la collectivité pour relever les problèmes liés à l'accès aux ressources naturelles et décider s'il faut entreprendre des négociations,

excluant les négociations visant la participation à la gestion des ressources naturelles;

- ▶ les activités qui ne font pas l'objet de premières négociations, comme le renouvellement d'un bail ou la négociation d'un nouveau bail dans le cas d'un bail expiré ou sur le point de l'être;
- ▶ les activités concernant des terres de compétence fédérale, car les négociations sont normalement menées par le MAINC;
- ▶ les activités en vue d'obtenir l'accord de la collectivité et de déterminer les coûts visant à maintenir les ententes d'exploitation;
- ▶ les études de marché, la préparation des plans d'entreprises et l'obtention de financement pour les projets qui sont le résultat d'ententes d'exploitation des ressources naturelles;
- ▶ l'élaboration de propositions de coentreprise avec le secteur privé dans le but d'exploiter les ressources naturelles.

Quels sont les critères d'évaluation des propositions?

- ▶ Il faut démontrer la faisabilité du projet; les négociations doivent pouvoir mener à l'établissement d'une entreprise solide dans la collectivité et à la création d'emplois.
- ▶ Les négociations doivent pouvoir être menées avec succès; une ou plusieurs des parties doivent, par exemple, être prêtes à négocier avec le demandeur.
- ▶ Le plan de travail doit pouvoir être réalisé en respectant l'échéance et les coûts prévus.
- ▶ Les investissements que le demandeur promet, le nombre d'emplois qu'il prévoit créer, son besoin de l'argent demandé, le montant dont il dispose déjà et les investissements provenant d'autres sources.
- ▶ Les sommes qui pourraient être investies pour appliquer l'entente et créer des occasions d'affaires et des emplois dans le cadre du projet.

Renseignements :

Baffin

Kakivak Association
C.P. 1419
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 979-0911
Télécopieur : (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
C.P. 709
Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0
Téléphone : (867) 645-2123 Télécopieur : (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
C.P. 18, Cambridge Bay (Nunavut) X0E 0C0
Téléphone : (867) 983-2095 Télécopieur : (867) 983-2075

Ou communiquez avec le Bureau régional du
MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560

Canada

CAI
IA
-2002
I51

MENTAL AFFAIRS AND INUIT RELATIONS IN NUNAVUT

*Regional Partnerships Fund***Economic Development**

The Nunavut Regional Office of the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC), in cooperation with the Regional Inuit Organizations, is pleased to provide the following program. You can receive funding by presenting a proposal to your local Community Economic Development Organization (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission or Kakivak Association).

Regional Partnerships Fund
What is it?

Regional Partnerships Fund (RPF) helps make it possible for Inuit to take part in large projects to develop natural resources and receive benefits from them. Examples include projects to build such things as roads and sewers and other projects related to tourism and the development of natural resources.

**What activities are acceptable?**

Inuit applicants will qualify if they have formed partnerships to operate large projects to develop economic resources, and the possible economic benefits from these projects help Inuit communities and businesses to grow and prosper over the long term. A project must deliver economic benefits to the region, such as jobs, the possibility of contract work and economic infrastructure. The range of benefits to be considered includes:

- ▶ the development of businesses;
- ▶ permanent jobs;
- ▶ the development of an economic infrastructure in the community and the region;
- ▶ the development of work skills that can be transferred to other jobs; and
- ▶ work experience and revenues for the community (for example, taxes and royalties).

Partnerships must include partners other than the federal government, and these should preferably be from the private sector. There should already be an agreement, or one should be in the process of being developed, to manage the priorities of the project and the funding arrangements with partners from the private sector. Community Economic Development Organizations, Hamlet Councils and Inuit economic organizations are eligible for funding.

**How much funding will be available?**

INAC funding will be determined separately for each case. It must not be more than 66 per cent of the total value of the project. The amount of funding may vary, depending on the circumstances of the project, the benefits that are expected from it and the results of the cost/benefit analysis.

How is a project chosen?

- ▶ INAC Nunavut Regional Office identifies potential projects and screens them, based on the funding criteria for the program;
- ▶ INAC Nunavut Regional Office does a financial analysis of the costs and the benefits of the project, confirms the amount of funding contributed by the various parties, communicates with the applicant and approves or recommends how much financial support (if any) will be given;
- ▶ projects asking for more than \$100,000 from INAC will be assessed by the Nunavut Regional Office and then sent to INAC Headquarters for a final decision; and
- ▶ priority will be given to projects which are regional in scope.

For more information, contact:**Baffin**

Kakivak Association
P.O. Box 1419
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 979-0911
Facsimile: (867) 979-3707

**Kivalliq**

Kivalliq Partners in Development
P.O. Box 709
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Telephone: (867) 645-2123 Facsimile: (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
P.O. Box 18
Cambridge Bay, Nunavut X0E 0C0
Telephone: (867) 983-2095 Facsimile: (867) 983-2075

Or contact the INAC Nunavut Regional Office at:

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 2200
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 975-4500 Facsimile: (867) 975-4560

Fonds de création de partenariats régionaux

Développement économique

Le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, en coopération avec les organisations régionales inuites, est heureux d'offrir le programme suivant. Vous pouvez demander du financement en présentant une proposition à votre organisme de développement économique communautaire (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission ou Kakivak Association).

Fonds de création de partenariats régionaux

De quoi s'agit-il?

Le Fonds de création de partenariats régionaux permet aux Inuits de participer à de grands projets d'exploitation des ressources naturelles et de profiter de leurs retombées. Parmi les exemples de projets, on trouve les projets de construction de routes et d'égouts, et d'autres projets liés au tourisme et à l'exploitation des ressources naturelles.



Quelles activités sont admissibles?

Les demandeurs inuits seront admissibles s'ils créent un partenariat afin de réaliser de grands projets d'exploitation des ressources économiques et si les retombées envisagées aident les entreprises et les collectivités inuites à croître et à prospérer à long terme. Un projet doit entraîner des retombées économiques pour la région, comme des emplois, des contrats et une infrastructure économique. Parmi les retombées dont il faut tenir compte, on trouve :

- ▶ la création ou l'agrandissement d'entreprises;
- ▶ les emplois permanents;
- ▶ la création d'une infrastructure économique dans la collectivité et la région;
- ▶ l'acquisition d'aptitudes de travail applicables à d'autres emplois;
- ▶ l'expérience de travail et les revenus pour la collectivité (p. ex., impôts, taxes et redevances).

Les partenariats devraient être formés d'intervenants autres que le gouvernement fédéral, surtout de partenaires du secteur privé. Il devrait déjà exister une entente, ou une entente devrait être en cours d'élaboration, pour gérer les priorités du projet et les ententes de financement avec les partenaires du secteur privé. L'organisme de développement économique communautaire, les conseils de hameau et les organisations économiques inuites sont admissibles au financement.



Quel financement est offert?

Le financement accordé par le MAINC sera déterminé en fonction de chaque demande et ne doit pas représenter plus de soixante-six pour cent de la valeur totale du projet. Le financement accordé peut varier et dépendra du projet, des retombées prévues et des résultats de l'étude de rentabilité.

Comment un projet est-il choisi?

Le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

- ▶ détermine les projets potentiels et les étudie en fonction des critères de financement du programme;
- ▶ fait une analyse financière des coûts et des retombées du projet, vérifie la contribution financière des différentes parties, communique avec le demandeur et approuve ou recommande le soutien financier à accorder (s'il y a lieu);
- ▶ étudie les demandes de financement supérieur à 100 000 \$ et les transmet par la suite à l'administration centrale du MAINC qui prend la décision finale.

La priorité est accordée aux projets d'envergure régionale.

Renseignements :

Baffin

Kakivak Association
C.P. 1419
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 979-0911
Télécopieur : (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
C.P. 709
Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0
Téléphone : (867) 645-2123 Télécopieur : (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
C.P. 18, Cambridge Bay (Nunavut) X0E 0C0
Téléphone : (867) 983-2095 Télécopieur : (867) 983-2075

Ou communiquez avec le Bureau régional du
MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560

Canada

MENTAL AFFAIRS AND INUIT RELATIONS IN NUNAVUT

*Community Fund and Resource
Acquisition Initiative***Economic Development**

The Nunavut Regional Office of the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC), in cooperation with the Regional Inuit Organizations, is pleased to provide the following program. You can receive funding by presenting a proposal to your local Community Economic Development Organization (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission or Kakivak Association).

Opportunity Fund and Resource Acquisition Initiative - What are these?

The Opportunity Fund Program helps Inuit businesses that qualify by giving them money. The amount that is given is equal to the amount that the business has already obtained, and it is handled through the local Community Economic Development Organizations (CEDOs). The goal is for you to use this money to help get a regular bank loan to start a new business or to expand an existing one, in order to take advantage of a business opportunity.

The Resource Acquisition Initiative helps communities obtain money for new businesses in the natural resource sector which may include obtaining natural resource permits and licences.

Who is eligible?

Inuit businesses may apply through their local CEDO. They must:

- ▶ present an acceptable business plan;
- ▶ give proof that the project will result in a business that will be capable of making money and show that they need still more money to complete their financing package; and
- ▶ show that they have the knowledge and experience that is needed to run or help run the proposed business.

What projects are eligible?

To qualify, a project must start up or expand a business that is able to make a profit. In doing so, it creates permanent jobs, adds to the wealth within the community and takes people off social welfare.

All projects must:

- ▶ complete an environmental assessment and list all the steps that must be taken to lessen the impact on the environment, as required by the Canadian Environmental Assessment Act or any other laws that may apply;
- ▶ obtain the required land permits, licences and leases;
- ▶ make sure there are no claims negotiations going on in the geographical area where the business will operate that may be in conflict with the operation; and
- ▶ complete an analysis of the market to show that there can be competition and that businesses that are already in operation will not be forced to close.

How much funding is available?

- ▶ INAC will not give more than \$500,000 and the amount it gives will not be more than the amount already put in by the Inuit applicant.
- ▶ the amount given by INAC cannot be more than 25 per cent of the capital cost plus the operating costs of the project.
- ▶ the total of all money from the federal government cannot be more than 40 per cent of the capital cost plus the operating costs of the project.
- ▶ ten per cent of the money put in by the applicant must be in cash.
- ▶ the applicant must show that without money from INAC, the project will not be able to move forward. The amount of money provided by INAC will not be more than the amount needed to complete the financing package for the project.

**For more information, contact:****Baffin**

Kakivak Association
P.O. Box 1419
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 979-0911
Facsimile: (867) 979-3707

**Kivalliq**

Kivalliq Partners in Development
P.O. Box 709
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Telephone: (867) 645-2123 Facsimile: (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
P.O. Box 18
Cambridge Bay, Nunavut X0E 0C0
Telephone: (867) 983-2095 Facsimile: (867) 983-2075

Or contact the INAC Nunavut Regional Office at:

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 2200
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 975-4500 Facsimile: (867) 975-4560

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET RELATIONS AVEC LES INUITS AU NUNAVUT

Fonds pour la création de possibilités économiques et Initiative pour l'acquisition des ressources

Développement économique

Le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, en coopération avec les organisations régionales inuites, est heureux d'offrir le programme suivant. Vous pouvez demander du financement en présentant une proposition à votre organisme de développement économique communautaire (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission ou Kakivak Association).

Fonds pour la création de possibilités économiques et Initiative pour l'acquisition des ressources

De quoi s'agit-il?

Le Fonds pour la création de possibilités économiques aide les entreprises inuites admissibles en leur accordant du financement. Le montant accordé est égal au montant dont dispose l'entreprise. Les demandes sont traitées par l'organisme de développement économique communautaire (ODEC) local. L'objectif est de permettre au demandeur d'obtenir un prêt bancaire pour créer ou agrandir une entreprise et profiter d'occasions d'affaires.

Le Fonds pour l'acquisition des ressources aide les collectivités à obtenir les fonds nécessaires à la création d'entreprises d'exploitation des ressources, ce qui leur permet d'obtenir, entre autres, des permis et licences d'exploitation des ressources.

Qui est admissible?

Les entreprises inuites peuvent présenter une demande auprès de leur ODEC. Les demandeurs doivent :

- ▶ présenter un plan d'entreprise en bonne et due forme;
- ▶ démontrer que leur projet mènera à la création d'une entreprise rentable et qu'ils ont besoin de l'argent afin de passer toutes les ententes de financement nécessaires;
- ▶ démontrer qu'ils ont assez de connaissances et d'expérience pour assurer la gestion, en tout ou en partie, de l'entreprise qu'ils désirent créer.

Quels projets sont admissibles?

Sont admissibles les projets qui visent la création ou l'agrandissement d'une entreprise rentable. L'entreprise sera ainsi en mesure de créer des emplois permanents, de contribuer à la croissance financière de la collectivité et de réduire le nombre d'assistés sociaux.

Tous les demandeurs doivent :

- ▶ mener une évaluation environnementale et dresser la liste de toutes les étapes à suivre pour réduire les impacts environnementaux comme l'exige la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale ou toute autre loi applicable;
- ▶ obtenir les licences et les permis d'utilisation des terres requis et signer les baux nécessaires;
- ▶ s'assurer qu'aucune revendication territoriale pouvant interférer avec l'exploitation de l'entreprise n'est en cours dans la région géographique où l'entreprise désire s'établir;

- ▶ mener une étude de marché pour démontrer que la concurrence pourra survivre et que les entreprises existantes ne devront pas fermer.

Quel financement est offert?

- ▶ La somme versée par le MAINC ne peut être supérieure à 500 000 \$ ni à la somme investie par le demandeur inuit;
- ▶ le total des sommes versées par le MAINC ne peut représenter plus de vingt-cinq pour cent du total des dépenses en immobilisations et des coûts de fonctionnement;
- ▶ le total de toutes les sommes de source fédérale ne peut représenter plus de quarante pour cent du total des dépenses en immobilisations et des coûts de fonctionnement;
- ▶ le demandeur inuit doit investir une somme en argent comptant correspondant à dix pour cent du montant total;
- ▶ les demandeurs doivent démontrer que le projet ne peut être réalisé sans la contribution du MAINC. La somme fournie par le MAINC ne doit pas être supérieure au montant nécessaire pour obtenir tout le financement nécessaire au projet.



Renseignements :

Baffin

Kakivak Association
C.P. 1419
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 979-0911
Télécopieur : (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
C.P. 709
Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0
Téléphone : (867) 645-2123 Télécopieur : (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
C.P. 18, Cambridge Bay (Nunavut) X0E 0C0
Téléphone : (867) 983-2095 Télécopieur : (867) 983-2075

Ou communiquez avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560



INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS AND INUIT RELATIONS IN NUNAVUT

CAI
JA
- 2002
T51

Business Projects Program

Economic Development

The Nunavut Regional Office of the Department of Indian and Northern Affairs Canada (INAC), in cooperation with the Regional Inuit Organizations, is pleased to provide the following program. You can receive funding by presenting a proposal to your local Community Economic Development Organization (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission or Kakivak Association).

Major Business Projects Program

What is it?

A person who receives funding under the program can use that money to help get a regular bank loan to start up a new business or expand one that already exists, in order to start a new large industrial, commercial or natural-resource business.

Who can receive funding under this program?

Inuit businesses can apply through their local Community Economic Development Organization (CEDO). They must:

- ▶ present an acceptable business plan;
- ▶ show that their project will be a viable business and prove that they need more money in order to complete all their financing arrangements; and
- ▶ show that they have enough knowledge and experience to run or help run the business that they wish to start.

What projects are eligible?

A project that consists of a resource business that is capable of earning a profit and that will establish or expand a profitable business will be accepted if the applicant can show that the project will do the following:

- ▶ create jobs that will last and reduce the number of people on social welfare;
- ▶ provide a chance for people to receive training and learn skills that they can use on the job or on other jobs;
- ▶ develop and build on a business network; and
- ▶ make it possible for other small businesses to start up and provide other economic benefits.



All projects must:

- ▶ complete an environmental assessment and list all the steps that must be taken to lessen the impact on the environment as required by the Canadian Environmental Assessment Act or any other laws that may apply.

- ▶ obtain the required land permits, licences and leases.
- ▶ make sure there are no claims negotiations going on in the geographical area where the business will operate that may be in conflict with the operation; and
- ▶ complete an analysis of the market to show that there can be competition and that businesses already in operation will not be forced to close.

How much funding is available?

Money may be available for projects that have a value of over \$2 million and still need more than \$500,000. Here are the conditions for obtaining funding:

- ▶ the amount of money supplied by INAC cannot be more than the money being put in by the Inuit applicant.
- ▶ INAC will not give more than \$3 million.
- ▶ the total of money from all federal sources (repayable and non-repayable) must not be more than 25 percent of the total value of the project.
- ▶ ten per cent of the money supplied by the Inuit applicant must be in cash.
- ▶ the applicant must show that without money from INAC, the project will not be able to move forward. The amount of money provided by INAC will not be more than the amount needed to complete the financing package for the project.



For more information, contact:

Baffin

Kakivak Association
P.O. Box 1419
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 979-0911
Facsimile: (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
P.O. Box 709
Rankin Inlet, Nunavut X0C 0G0
Telephone: (867) 645-2123 Facsimile: (867) 645-2170

QS-Y198-040-88-A1 Catalogue No. R2-227/2002-25 ISBN 0-662-66823-5

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
P.O. Box 18
Cambridge Bay, Nunavut X0E 0C0
Telephone: (867) 983-2095 Facsimile: (867) 983-2075

Or contact the INAC Nunavut Regional Office at:

Indian and Northern Affairs Canada
P.O. Box 2200
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: (867) 975-4500 Facsimile: (867) 975-4560

Canada

Programme de développement de grands projets d'entreprise

Développement économique

Le Bureau régional du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) au Nunavut, en coopération avec les organisations régionales inuites, est heureux d'offrir le programme suivant. Vous pouvez demander du financement en présentant une proposition à votre organisme de développement économique communautaire (Kivalliq Partners in Development, Kitikmeot Economic Development Commission ou Kakivak Association).

Programme de développement de grands projets d'entreprise

De quoi s'agit-il?

Une personne qui reçoit un financement dans le cadre de ce programme peut utiliser l'argent pour obtenir un prêt bancaire afin de mettre sur pied ou d'agrandir une grande entreprise industrielle, commerciale ou d'exploitation des ressources naturelles.

Qui est admissible?

Les entreprises inuites peuvent présenter une demande auprès de leur organisme de développement économique communautaire (ODEC). Les demandeurs doivent :

- ▶ présenter un plan d'entreprise en bonne et due forme;
- ▶ démontrer que leur projet mènera à la création d'une entreprise rentable et qu'ils ont besoin de l'argent afin de signer tous les accords de financement nécessaires;
- ▶ démontrer qu'ils ont assez de connaissances et d'expérience pour assurer la gestion, en tout ou en partie, de l'entreprise qu'ils désirent créer.

Quels projets sont admissibles?

On acceptera les demandes de projets qui consistent en une entreprise d'exploitation des ressources rentable. Les projets devront permettre la création ou l'agrandissement d'une entreprise prospère. Les demandeurs devront démontrer que le projet répond aux critères suivants :

- ▶ créer des emplois durables qui permettront de réduire le nombre d'assistés sociaux;
- ▶ offrir aux personnes la possibilité de suivre une formation et d'acquérir des aptitudes applicables à leur travail ou à un autre travail;
- ▶ développer un réseau d'entreprises et en tirer parti;
- ▶ permettre la création de petites entreprises et créer d'autres retombées économiques.



Tous les demandeurs doivent :

- ▶ mener une évaluation environnementale et dresser la liste de toutes les étapes à suivre pour réduire les impacts environnementaux comme l'exige la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale ou toute autre loi applicable;
- ▶ obtenir les licences et les permis d'utilisation des terres requis et signer les baux nécessaires;
- ▶ s'assurer qu'aucune revendication territoriale pouvant interférer avec l'exploitation de l'entreprise n'est en cours dans la région géographique où l'entreprise désire s'établir;
- ▶ mener une étude de marché pour démontrer que la concurrence pourra survivre et que les entreprises existantes ne devront pas fermer.

Quel financement est offert?

On peut financer des projets d'une valeur de plus de deux millions de dollars pour lesquels le demandeur a encore besoin de plus de 500 000 \$. Les conditions d'obtention d'un financement sont les suivantes :

- ▶ la somme versée par le MAINC ne peut être supérieure à la somme investie par le demandeur inuit;
- ▶ le MAINC accordera un maximum de trois millions de dollars;
- ▶ le total des sommes (remboursables ou non remboursables) de source fédérale ne peut représenter plus de vingt-cinq pour cent de la valeur totale du projet;
- ▶ le demandeur inuit doit investir une somme en argent comptant correspondant à dix pour cent du montant total;
- ▶ les demandeurs doivent démontrer que le projet ne peut être réalisé sans la contribution du MAINC. La somme fournie par le MAINC ne doit pas être supérieure au montant nécessaire pour obtenir tout le financement nécessaire au projet.



Renseignements :

Baffin

Kakivak Association
C.P. 1419
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 979-0911
Télécopieur : (867) 979-3707



Kivalliq

Kivalliq Partners in Development
C.P. 709
Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0
Téléphone : (867) 645-2123 Télécopieur : (867) 645-2170

Kitikmeot

Kitikmeot Economic Development Commission
C.P. 18, Cambridge Bay (Nunavut) X0E 0C0
Téléphone : (867) 983-2095 Télécopieur : (867) 983-2075

Ou communiquez avec le Bureau régional du MAINC au Nunavut :

Affaires indiennes et du Nord Canada
C.P. 2200, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone : (867) 975-4500 Télécopieur : (867) 975-4560



Canada





QS-Y198-080-GB-A1
Catalogue No. R2-227/2002
ISBN 0-662-66869-3